

MARDI 30 JUIN 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = **BRI : le monde est incapable de faire face à une nouvelle crise financière** p.1
- = **Historique : la Grèce se déclare en défaut de paiement** p.3
- = Grèce : le récit de la journée p.4
- = La Grèce fera défaut face au FMI Demain, déclare un responsable du gouvernement : La BCE contre attaque faisant peser la menace d'une ponction sur les dépôts p.9
- = Les Grecs votent avec leur argent (Bill Bonner) p.15
- = La Grèce prend l'Allemagne et la Zone euro à revers (Philippe Béchade) p.17
- = Zone euro : France et Italie, des bombes à retardement plus menaçantes que la Grèce p.21
- = « Sortie de la Grèce de l'euro : quels gains, quels risques ? » (Charles Sannat) p.24
- = Quels sont les pays européens les plus exposés en cas de faillite de la Grèce? p.29
- = Dette souveraine: Hausse des rendements italien, espagnol et portugais avec la crise grecque p.29
- = Grèce, l'histoire sera sévère. (Bruno Bertez) p.31
- = Le pétrole baisse, rattrapé par la Grèce p.32
- = « Ils ne pourront pas imprimer indéfiniment » – Ron Paul p.34
- = Ce n'est pas une question de dette, mais de pouvoir p.36
- = L'été monétaire meurtrier : Dix leçons d'un week-end catastrophique (Bruno Colmant) p.38
- = Quand deux expressions de l'Etat s'entrechoquent (Bruno Colmant) p.40
- = Grèce: Fitch place 4 banques en "défaut partiel" suite au contrôle des capitaux p.40
- = **L'animal humain qui veut la mort des autres espèces** p.41
- = Selon une nouvelle étude, au moins 130 000 espèces animales auraient déjà disparu p.42
- = Un krach boursier secoue la Chine p.45



BRI : le monde est incapable de faire face à une nouvelle crise financière

Sputniknews, Vesti et <http://www.lecontrarien.com/> 30 juin 2015



La Banque des règlements internationaux (BRI) avertit que le monde

sera incapable de faire face aux nouvelles crises financières mondiales, car les banques centrales ont épuisé tous leurs atouts pour contrer les dernières turbulences économiques, écrit lundi le média Vesti.

La BRI, banque centrale des banques centrales, a publié son rapport annuel critiquant la politique monétaire mondiale.

La BRI avertit que les banques centrales se sont elles-mêmes mises au pied du mur en réduisant les taux d'intérêt pour renforcer les économies de leurs pays respectifs.

Les taux d'intérêt bas ont à leur tour généré un phénomène de surchauffe économique dans les pays en stimulant une prise de risques excessive. Ces « booms » ont entraîné des crises économiques, auxquelles les gouvernements ont réagi en réduisant une nouvelle fois les taux d'intérêt. La BRI prévient que les taux d'intérêt ont été bas pendant une période si longue, que les banques centrales n'ont plus la possibilité de faire face à une nouvelle crise financière.

Les politiciens de la zone euro, du Danemark, de la Suède et de la Suisse ont réduit leurs taux en-dessous du zéro pour tenter de soutenir leurs économies, ce qui a provoqué une baisse de rendement des obligations.

Dans son rapport, la BRI décrit le risque d'une nouvelle crise des économies développées comme la « principale menace ».

Les économies qui ont été les plus touchées par la dernière crise économique font aujourd'hui face aux conséquences des taux d'intérêt excessivement bas, note le rapport de la banque, ce qui a causé un « préjudice considérable au système financier », en affaiblissant les banques et leur stabilité, ainsi que leur capacité à délivrer des prêts.

La mauvaise gestion économique a rendu difficile la croissance des capacités de production. Ce problème devient de plus en plus sérieux à mesure que la population de la planète continue de vieillir, met en garde le rapport, et il est par conséquent de plus en plus dur de supporter le fardeau de la dette. Cependant, les politiciens comptaient excessivement sur une croissance éphémère en utilisant les dettes au lieu de prendre des décisions douloureuses, indique le rapport de la BRI.

La situation actuelle en Grèce est un exemple typique de « mélange toxique » entre dettes privées et publiques utilisé comme solution aux problèmes

économiques, au lieu d'opter pour des réformes structurelles cruciales, stipule le rapport.

Lire la suite : <http://fr.sputniknews.com/presse/20150629/1016767671.html#ixzz3eTNATYnL>

Historique : la Grèce se déclare en défaut de paiement

par BA – Blog du Yéti 30 juin 2015



Historique.

C'est un moment historique, ce soir.

Lundi 29 juin 2015, à 18 heures 20, la Grèce se déclare en défaut de paiement.

Lisez [cet article](#) : [voir prochain article]

18h20 : La Grèce ne remboursera pas le FMI mardi.

La Grèce ne remboursera pas l'échéance de 1,6 milliard d'euros qu'elle doit au Fonds monétaire international mardi, a annoncé lundi un responsable du gouvernement grec.

Grèce : le récit de la journée

Les Echos | Le 29/06 à 18:10, mis à jour à 22:52

Les marchés boursiers ont clôturé dans le rouge ce lundi, plombés par les craintes d'un défaut de paiement de la Grèce

+ VIDEOS La porte « reste ouverte » pour des négociations avec la Grèce malgré la rupture des discussions pendant le week-end, affirme Jeroen Dijsselbloem, affirmant qu'il est encore « concevable » d'éviter un « Grexit ».

La majorité des marchés boursiers ont clôturé dans le rouge ce lundi, plombés par [les craintes d'un défaut de paiement de la Grèce](#) après l'échec des négociations avec les créanciers. Le président de la Commission européenne,

qui s'estime « trahi », a affirmé que l'élan de compromis a été brisé par la volonté du Premier ministre grec d'organiser un référendum en Grèce, et qu'il n'y aurait pas de nouvelles propositions faites à Athènes. La chancelière allemande dit de son côté ne pas espérer d'avancées sur le dossier grec dans les prochains jours, mais ne pas exclure de nouvelles négociations avec la Grèce après le référendum de dimanche.

22H04 Alexis Tsipras n'a pas l'intention de rester premier ministre à tout prix, a-t-il déclaré lundi à la télévision. « Je ne suis pas un Premier ministre qui reste en place qu'il pleuve ou qu'il vente », a-t-il répondu à une question sur son éventuelle démission, après avoir assuré : « Nous allons respecter la décision » des Grecs.

22H00 Le Premier ministre grec Alexis Tsipras estime que le référendum qu'il organise dimanche est un moyen pour les Grecs d'être « mieux armés dans la poursuite des négociations » avec les créanciers.

« Le référendum doit conduire à la poursuite des négociations (...), notre objectif est qu'il permette d'être mieux armés dans la poursuite des négociations », a déclaré le Premier ministre lors d'une interview sur la chaîne de télévision ERT.

20h36 En Grèce, 17.000 personnes manifestent en faveur du « non » au référendum

20h28 Standard and Poor's abaisse la note de la Grèce

L'agence de notation **abaisse la note souveraine de la Grèce de CCC à CCC-**. Selon S&P, la probabilité que la Grèce sorte de la zone euro est maintenant de l'ordre de 50%. En l'absence d'un changement favorable imprévisible de la situation de la Grèce, un **défaut commercial est inévitable dans les six mois**.

18h20 : La Grèce ne remboursera pas le FMI mardi

La Grèce ne remboursera l'échéance de 1,6 milliard d'euros qu'elle doit au Fonds monétaire international mardi, a annoncé lundi un responsable du gouvernement grec.

17h46 : Le Parlement européen appelle à une reprise des négociations

Le Parlement européen, par la voix de son président Martin Schulz, a lancé un appel à la reprise des négociations pour éviter le [défaut de paiement](#) à la Grèce, alors qu'Athènes et ses créanciers étaient arrivés vendredi dernier « *très près d'un compromis* ».

17h43 : « La porte reste ouverte », assure le patron de l'Eurogroupe Dijsselbloem

La porte « *reste ouverte* » pour des négociations avec la Grèce malgré la rupture des discussions pendant le week-end, affirme le patron de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem, affirmant qu'il était encore « *concevable* » d'éviter un « Grexit ». Le patron de l'Eurogroupe a par ailleurs indiqué être « *déçu* » du comportement de la Grèce : les négociations portaient « *sur le futur de la Grèce et alors que celles-ci n'étaient pas terminées, ils ont quitté la table* ».

17h30 Les Bourses européennes clôturent en forte baisse

Plombée par la tournure « inattendue » qu'ont pris les événements en Grèce, la Bourse de Paris enregistre sa plus forte chute en trois ans et demi. [Le Cac 40 plonge de 3,74% à 4.869,82 points](#) .

Lire aussi

> [Le Cac 40 signe sa plus forte baisse en trois ans et demi](#)

17h20 : Hollande et Obama travaillent à une reprise du dialogue

Les présidents français et américain ont décidé, lors d'un entretien téléphonique, de travailler ensemble pour favoriser une reprise des discussions entre la Grèce et ses créanciers. « *Ils sont convenus de conjuguer leurs efforts pour favoriser une reprise des discussions, permettre le plus*

rapidement possible une résolution de la crise, et assurer la stabilité financière de la Grèce », a-t-on indiqué dans l'entourage de François Hollande.

15h42 : Merkel n'exclut pas des négociations après le référendum

La chancelière allemande a indiqué ne pas espérer d'avancées sur le dossier grec dans les prochains jours, mais ne pas exclure de nouvelles négociations avec le gouvernement grec après le référendum du 5 juin sur le projet d'accord qu'il a rejeté. Berlin ne voit pas grand intérêt à voir un sommet convoqué d'ici là, même si l'Allemagne dit rester ouverte au dialogue avec la Grèce. Pour Angela Merkel, ce référendum « *est évidemment lié au maintien dans l'euro* », a-t-elle dit, tout en prenant soin de ne pas donner de consigne de vote « *aux citoyens grecs responsables* ». Comme Juncker, Merkel semble entrer dans la logique du référendum.

15h05 : Un eurodéputé du Syriza met en garde contre « la rupture avec les créanciers »

Kostas Chryssogonos, eurodéputé et cadre du Syriza, appelle le gouvernement d'Alexis Tsipras à continuer la négociation, estimant qu'une rupture avec les créanciers « *conduirait la Grèce à un programme d'austérité pire* ».

13h31 : Bourses européennes : Situation grave mais pas désespérée

Pierrick Fay, spécialiste Marchés aux "Echos", livre son analyse à la mi-journée, alors que les Bourses européennes ont ouvert en nette baisse.



14h13 : Athènes répond à Juncker en semblant douter de sa « sincérité »

Le gouvernement grec a répondu de façon lapidaire aux propos du patron de la Commission européenne Jean-Claude Juncker en mettant en cause sa « *sincérité* », qualité jugée « *nécessaire* » dans une négociation, selon la formule du porte-parole du gouvernement Gabriel Sakellaridis, dans une sommaire déclaration écrite en réponse à l'intervention de Jean-Claude Juncker, qui a notamment dit se sentir « *trahi* » car ses efforts ont été insuffisamment pris en compte par les Grecs.

Dans le même temps, le gouvernement grec a indiqué que le Premier ministre s'était entretenu avec le président de la Commission avant que celui-ci ne prenne la parole depuis Bruxelles, et qu'il avait également été appelé par le président du parlement européen Martin Schulz. Aux deux hommes, Alexis a renouvelé sa demande d'une « *extension de quelques jours* » du plan d'assistance à la Grèce (qui se termine le 30 juin), le temps que se tienne le référendum prévu dimanche, afin de préserver l'équilibre du système bancaire grec à court de liquidité.

13h45 : Merkel en appelle au "compromis"

"Si l'euro échoue, l'Europe échoue", a déclaré Angela Merkel devant des représentants de son parti conservateur à Berlin. "Si nous perdons la capacité à trouver des compromis, alors l'Europe est perdue", a-t-elle lancé sans

commenter les derniers développements et en prononçant le mot "Grèce" pour sa première prise de parole publique après l'échec des négociations entre la Grèce et ses créanciers. Reconnaisant que "le regard du monde entier" était ces jours-ci rivé sur l'Union européenne, la chancelière a poursuivi : "Nous pourrions abandonner" (...) "mais je dis: à moyen et long terme nous en souffririons" car "si nous ne restons pas unis nous n'arriverons pas à nous faire entendre dans le monde".

13h31 : Situation grave mais pas désespérée

Pierrick Fay, spécialiste Marchés aux "Echos", livre son analyse à la mi-journée, alors que les Bourses européennes ont ouvert en nette baisse.

13h08 : Sarkozy appelle l'Europe à ne pas céder face à la Grèce

L'ancien président français Nicolas Sarkozy a appelé lundi à ne pas céder face au gouvernement grec après la rupture des négociations entre Athènes et ses créanciers, dénonçant l'« irresponsabilité » du Premier ministre Alexis Tsipras. « *Que l'Europe, l'euro donne le sentiment de céder et c'est la crédibilité de tout le système européen qui sera emportée* », a averti l'ex-président de la République en visite à Madrid à l'invitation de l'ancien chef du gouvernement conservateur José Maria Aznar.

12h54 : Jean-Claude Juncker n'ouvre pas de nouvelle porte de négociation à Athènes

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, qui s'estime « *trahi* », affirme que l'élan de compromis a été brisé unilatéralement par la volonté du Premier ministre grec d'organiser un référendum en Grèce, et n'ouvre pas de nouvelle porte de négociation à Athènes. Jouer « *une démocratie contre 18 n'est pas une attitude qui convient à la Grèce* », et les créanciers ne proposent pas « *un paquet d'austérité stupide* », s'est-il défendu. « *Je demanderai aux Grecs de voter « oui », indépendamment de la question posée* », a-t-il dit. Il promet toutefois d'explorer toutes les possibilités pour éviter un « Grexit ».

La Grèce fera défaut face au FMI Demain, déclare un responsable du gouvernement : La BCE contre attaque faisant peser la menace d'une ponction sur les dépôts

Blog de la résistance, ZeroHedge, LePARisien 29 juin 2015



Hé bien voilà, comme on pouvait s'y attendre, la Grèce fera défaut demain . Est ce que cet événement déclenchera l'avalanche des CDS ? (credit default swaps, produits titrisés reposant sur les assurances contre un défaut)

Comme le note **Piero Jovanovic** :

29 au 30 juin 2015 : La semaine passée, je vous avais communiqué un tableau des principales expositions bancaires à la situation grecque (voir plus bas). Clients du Crédit Agricole, sachez que votre banque risque de faire une croix sur 3 milliards d'euros! Et la BNP (plus prudente), officiellement de « seulement » 700 millions d'euros. **Mais ces chiffres ne nous donnent pas leur exposition en terme de Credit Default Swaps que ces deux banques devront payer à d'autres !**

Analyse: vous-vous rappelez que la semaine passée, l'Etat-Major de la Deutsche Bank a démissionnée d'un coup? Eh bien vous comprenez maintenant pourquoi...

Parce que: 1) la DB est exposée à la Grèce pour 2 milliards d'euros, et que 2) la DB est exposée pour 64 trilliards à travers tous ses Credit Default Swaps (le PIB de l'Allemagne est de 4 trilliards seulement).

Traduction 1: la direction générale du Crédit Agricole dort très mal depuis quelques jours.

Traduction 2: en cas de défaut de paiement absolu de la Grèce, la DB est en première ligne avec la HSBC et le Crédit Agricole. Ce sera un massacre avec du sang sur les murs, comme en 1914.

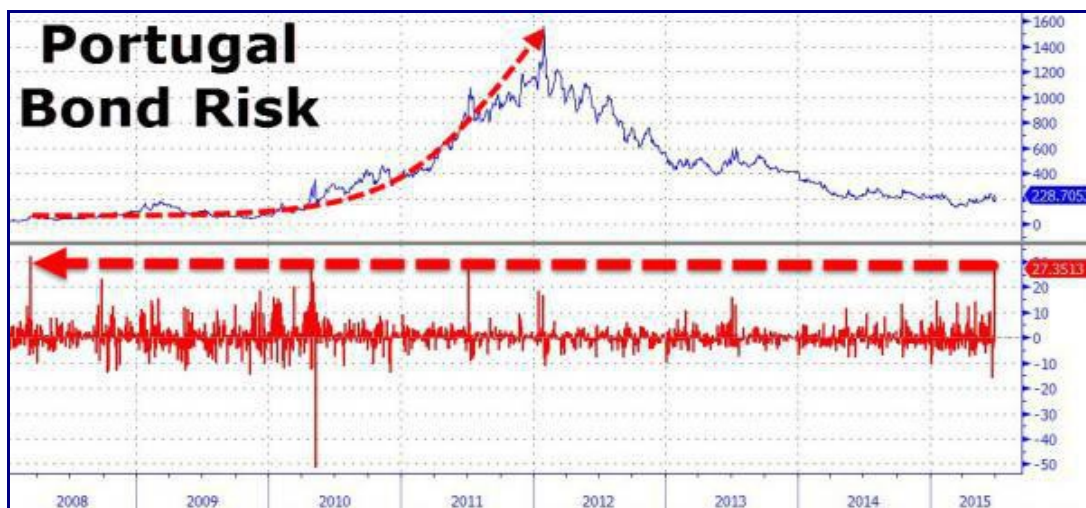
Traduction 3: c'est aussi la raison pour laquelle HSBC a viré 50.000 salariés il y a 10 jours. Pour parer aux obligations de règlement, entre autres, en CDS. Bienvenue dans le monde de la dette par ricochet, merci Blythe et Goldman Sachs.

Pas de contagion ? On verra ça ...

En fait elle est déjà là : Tenez, voyez ce qu'on apprend et ce que dit ZH

Le Risque obligataire portugais a été dopé de 49 bps (points de base) aujourd'hui . Les premiers efforts pour limiter la contagion ont échoués, et nous voyons la plus grande flambée du risque pour le Portugal depuis Mars 2008 .

Oui nous savons que Draghi a un gros bazooka, mais la Chine aussi... et sur comment est-ce que ça fonctionne ?



« Soyons clairs – la situation n'est pas « contenue » peu importe ce qu'on vous dit » affirme ZH .

Et en Europe, ce n'est pas mieux pour le risque bancaire :



« Est ce que la foi dans la toute-puissance de la banque centrale est défaillante ? » se demande ZH

Regardez le VIX , c'est à dire l'indice de la volatilité des marchés (ou de la peur des marchés), causée par la peur ou l'incertitude des investisseur, qui explose :



Selon [Challenges](#) :

Un petit vent de panique souffle sur les marchés financiers. Après la rupture des négociations entre Bruxelles et Athènes vendredi 26 juin au soir, la perspective d'un défaut de paiement de la Grèce et d'une sortie du pays de la zone euro ont fait trébucher les places européennes ce lundi matin. A Paris, le CAC 40 perdait finalement plus de 3,7%, tandis que les tensions se sont accrues sur les taux d'emprunt de l'Espagne et de l'Italie, qui ont grimpé de 0,2 point.

Et pourtant, de nombreux experts relativisent cette réaction des marchés, jugée logique, et se montrent plutôt rassurants... comme en 2008 à la veille de la faillite de Lehman Brothers !

N'y a-t-il donc aucune raison de craindre une contagion financière et une rechute de l'économie mondiale ?

Donc, d'abord, La Grèce fera défaut face au FMI Demain, déclare un responsable du gouvernement


Plus tôt aujourd'hui, l'échange entre la Grèce et ses créanciers est devenu de plus en plus belliqueux, le Premier ministre estonien Taavi Roivas a dit à la TV publique Eesti Rahvusringhääling dans une interview, qu'une éventuelle décision grecque de quitter la zone euro n'adoucirait pas la position des autres pays de l'UE et que la dette de la Grèce reste encore en suspens, alors que les créanciers attendent cet argent « .

« Si la Grèce quitte l'Euro, la valeur de leur nouvelle monnaie nationale baissera très vite, donc leur solvabilité s'aggraverait encore davantage. Ils devront soit réduire les dépenses ou améliorer leurs recettes fiscales. Il n'y a pas d'autres options. »


Donc, ce dernière antagonisme va-t-il changé l'esprit grec ?


Selon un titre flash du WSJ publié il y a quelques instants, pas tout à fait .

En fait, la Grèce vient de rendre officiellement qu'elle ferait défaut face au FMI dans un peu plus de 24 heures.

 **WSJ Breaking News**
@WSJbreakingnews [Follow](#)

Greece won't pay IMF tranche due Tuesday, government official says on.wsj.com/1IFg2Tc
6:14 PM - 29 Jun 2015

 **WSJ MoneyBeat**



Greece: Markets React — Live
After a weekend of Greek drama, markets around the world are reacting Monday. Follow along as we monitor markets in all corners of the planet.

[View on web](#)

← ↻ 108 ★ 13

« La Grèce ne paiera pas la tranche due demain au FMI »

LE MONDE pointe quelques aspects intéressants en cas de défaut, ce qui sera donc la cas :

Ces Grecs ont des raisons de s'affoler. En cas de faillite de l'Etat, les banques hellènes, qui détiennent 30 milliards d'euros de créances grecques, auraient un genou à terre. Déjà fragilisés par la fuite des capitaux depuis plusieurs semaines, les établissements pourraient ne pas se remettre d'une telle « paume ». Or, certaines de ces banques détiennent des filiales dans des pays étrangers, comme en Roumanie, à Chypre ou en Bulgarie.

Va-t-on observer ces mêmes files d'attente devant les guichets à Bucarest, à Nicosie, à Sofia ? Faudra-t-il imposer un contrôle des capitaux pour éviter

que les filiales ne soient elles aussi asséchées ? Ce scénario pourrait-il mettre en danger ces pays ?

La faillite de la Grèce, événement inédit en zone euro, ne manquerait pas, aussi, d'affoler les acheteurs de titres de dettes souveraines. La traque du prochain « maillon faible » de l'union monétaire, un Etat fragile et endetté susceptible d'être abandonné à son sort, pourrait alors reprendre. S'agira-t-il du Portugal, tout juste sorti d'un plan d'aide ? De l'Espagne, en pleine réinvention de son modèle économique ? De l'Italie et de sa dette à plus de 2 000 milliards d'euros ? Tout pays « suspect » pourrait voir ses taux d'intérêt monter en flèche.

C'est ce qui se passe avec le Portugal ...

« Impossible d'aborder l'idée de la banqueroute grecque avec sérénité. « Ces solutions (détaillées dans l'article ndlr) sont faites pour ne jamais avoir à s'en servir », commente M. Dessertine, qui se souvient que, lors de la faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers, on pensait aussi, « avoir tout prévu ». » conclu LE MONDE .

Et maintenant, on apprend par Bloomberg que si la Grèce ne trouve pas un accord avec le FMI , la BCE pourrait lui couper l'aide d'urgence (ELA), ce qui mènerait vers un scénario à la chypriote :

Quelques instants après que le [WSJ a cité](#) un fonctionnaire grec comme disant que la Grèce ne fera pas son paiement au FMI, la BCE a contre attaqué quand Bloomberg a rapporté que la BCE examinera la légalité de l'aide grecque au 1er sur Juillet si la Grece fait un défaut face au FMI. Selon le gouverneur de la banque centrale autrichienne, et membre de la BCE, Ewald Nowotny, lors de la réunion du conseil d'administration de mercredi, la banque centrale va décider si elle peut continuer à fournir une aide d'urgence pour la Grèce une fois que le programme de sauvetage actuel expirera le 30 Juin, avait initialement déclaré le Wiener Zeitung.

Il a ajouté que » **tous les aspects juridiques seront examinées** « et qu'une autre question est aussi de savoir si le soutien à la Grèce continuera au-delà du référendum. Peut-être un peu inutilement, il a ajouté qu'il y avait des opinions divergentes au conseil d'administration de la BCE sur la question de la légalité de l'ELA grec .

Pour rappel, Nowotny est le banquier central qui il ya quelques semaines avait étonnamment annoncé que l'Autriche allait suivre les traces de l'Allemagne et des Pays-Bas, et rapatrier une partie importante de son or détenu à l'étranger.

Le sous-texte de ce qui vient d'être dit par Nowotny est qu'en l'absence d'un accord, les banques grecques n'auront pas d'autre choix que d'imposer une coupe de cheveux (un « air cut », c'est pareil ndlr) massive sur les dépôts existants, puisque l'ensemble de l'ELA sera retiré, et le scénario Chypriote suivra, celle qui verrait les dépôts existants de moins de 120 Md €, coupée en deux ou probablement beaucoup plus en fonction de l'état réel de la garantie bancaire grec.

Il va également sans dire que, à ce stade, les chances d'une Grexidant anticipé montent en flèche.

([source](#))

Et bien sûr, « L'économie française n'a rien à craindre », affirme Hollande



<http://www.zerohedge.com/news/2015-06-29/greece-will-default-imf-tomorrow-government-official-says>

<http://www.leparisien.fr/economie/zone-euro-quel-serait-l-impact-d-un-defaut-de-paiement-grec-29-06-2015-4902991.php#xtor=AD-32280599&xtref=http%3A%2F%2Fwww.boursorama.com%2Factualites%2Fzone-euro-quel-serait-l-impact-d-un-defaut-de-paiement-grec-6549523e6aa97ff4e89f288d728da438>

<http://www.zerohedge.com/news/2015-06-29/greek-contagion-uncontained-portugal-bond-risk-spikes-most-over-7-years>

Les Grecs votent avec leur argent

30 juin 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ "Les Grecs s'alignent devant les banques ; les distributeurs à sec", disait la

lettre *Drudge Report*. Des dizaines versions de ce même titre abondent dans les médias financiers.

Vous vous souvenez de notre prédiction ? Durant une crise, les banques agiront rapidement pour bloquer votre accès à votre propre argent. D'abord, elles limiteront les retraits. Ensuite, soit elles fermeront leurs portes soit elles se trouveront à court d'argent. C'est ce qui s'est passé en Grèce ces derniers jours.

Le face-à-face tendu qui se déroule en Europe depuis des mois a semblé atteindre un sommet lorsque la Grèce a annoncé qu'elle soumettrait les exigences des créditeurs à un référendum.

"Dites, que diriez-vous de rembourser notre dette nationale ?" vont-ils demander au peuple. Et que pensez-vous que le peuple va répondre ?

"Bof, non", sera probablement la réponse.

Ce qui laissera les banques incapables d'obtenir de nouveaux fonds... et à court d'anciens fonds.

Les déposants intelligents l'ont compris il y a longtemps. Ils ont sorti leur argent des banques grecques. Mais le reste commence à piger. Dans les faits, ils votent avec leur argent — en le retirant tant qu'ils le peuvent encore.

Naturellement, les banques ont tenté de protéger l'argent qui ne leur appartient pas. La Banque du Pirée et Alpha Bank ont toutes deux limité le montant des retraits.

Naturellement, ça n'a fait que renforcer la motivation des gens à mettre la main sur leur argent. Des files se sont formées devant les distributeurs dès samedi. Selon un banquier, 110 millions d'euros avaient quitté les banques grecques avant 11h30 du matin.

Et les banques resteront fermées toute la semaine.

▪ **Pendant ce temps, en Chine...**

En attendant, le sentiment de panique et de catastrophe imminente s'est encore aggravé lorsque le gouvernement chinois a pris des mesures visant à mettre fin à un plongeon des marchés. Ces deux dernières semaines, le Shanghai Composite Index a perdu 20% de sa valeur. Rapporté au Dow Jones, cela ferait une perte de 3 600 points. C'est le genre de chose qui rend les investisseurs nerveux. voire désespérés.

Si un tel plongeon se produit ailleurs (Etats-Unis ou Europe) — ce qui ne manquera pas d'être le cas — vous pouvez être certain que les autorités interviendront. Les Chinois font la même chose. Ils viennent de réduire le taux directeur de leur banque centrale au plus bas niveau jamais enregistré. Est-ce que ça aidera ?

John Rubino, du site DollarCollapse, nous donne son avis :

"La Chine a passé les dernières décennies à diriger la construction d'infrastructures qui, rétrospectivement, étaient deux fois plus importantes qu'elles auraient dû l'être. A présent, elle bricole toutes sortes de leviers budgétaires et monétaires imparfaitement compris, tentant de maintenir un taux de croissance de 7% qui semble de plus en plus fictif. Là encore, la meilleure manière de gérer une bulle est de commencer par ne pas la laisser se former. La deuxième meilleure manière est de la laisser exploser et laisser le marché nettoyer les dégâts. La pire des manières de gérer une bulle, en revanche, est d'intervenir depuis le sommet de l'Etat pour qu'elle se poursuive. Regardez où cela a mené le Japon et les Etats-Unis".

Et ce n'est pas fini... Restez à l'écoute !

[La Grèce prend l'Allemagne et la Zone euro à revers](#)

30 juin 2015 | [Philippe Béchade](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Tout au long de la semaine dernière, j'ai souligné que les +4% du lundi 22 juin (oui d'accord, c'était +3,82% à Paris, qui avait pris +1,5% le lendemain) ne reposaient que sur la "foi du charbonnier" dans la force immanente et irrésistible des marchés et leur capacité à soumettre à leur volonté n'importe quelle entité privée ou publique, quelle que soit son importance.

Tenez, Wall Street est convaincu depuis les années Greenspan que la Fed lui obéit au doigt et à l'oeil. Les *big boys* savent convaincre la Fed de regarder ailleurs quand se forme une bulle boursière ou que la sphère financière se transforme en joueur de bonneteau sans foi ni loi.

Et lorsque la situation tourne au désastre, la Fed est priée ("sommée" serait un terme plus approprié) de voler au secours des marchés en abaissant les taux, en imprimant de la monnaie à gogo, en rachetant les actifs toxiques détenus par les opérateurs systémiques, fauteurs de chaos et de ruine.

Tenez par exemple hier soir, après une rechute de 4% des places européennes, les marchés ont "convaincu" l'un des collègues de Jack Lew (secrétaire au Trésor US) de faire connaître aux Européens la préoccupation des milieux d'affaires américains face à la tournure chaotique prise par le dossier grec... avec en filigrane l'exigence d'inventer une solution — peu importe qu'elle soit purement cosmétique ou carrément bidon — qui fera retomber la pression au plus vite.

Parce qu'une envolée de 36% du VIX — le baromètre du stress —, cela fait un peu désordre dans le paysage financier en cette veille de trêve estivale. "On ne va pas laisser ces maudits Grecs gâcher nos vacances... d'ailleurs, j'ai trouvé un superbe petit Relais & Châteaux super exclusif à Santorin pour ce mois de juillet, je te le recommande si tu ne sais pas comment dépenser ton prochain bonus".

N'importe quelle annonce d'une reprise des négociations serait la bienvenue ce mardi

▪ **Ca va mal sur les marchés**

N'importe quelle annonce d'une reprise des négociations serait la bienvenue ce mardi. C'est en effet le dernier jour du premier semestre 2015 — et après une rechute de 2% lundi (la plus forte chute pour le S&P 500 depuis avril 2014), les indices américains viennent de repasser négatifs sur le second trimestre.

Le Dow Jones vient même de passer dans le rouge depuis le 1er janvier ; une deuxième séance du même acabit effacerait la totalité des gains résiduels sur le S&P 500 (qui retrouve ses niveaux de la fin mars) ou le Russell 2000.

Oui, six mois pour rien pour l'indice historique et trois mois pour rien pour les deux principaux indices larges... Cela s'appelle une "phase de distribution".

Les *big boys* (ou les *fat cats*) digèrent le triplement du S&P ou du Russell 2000 en six ans. Ils sont convaincus que le marché n'a plus de potentiel parce que le feu haussier a tout consumé sur le flanc de la montagne de dettes bâtie par les Etats et les banques centrales.

Il reste cependant de belles flammes visibles de très loin... et il y a surtout beaucoup de fumée qui dissimule la ligne de crête. A moins de connaître très précisément la topologie de la région, n'importe qui pourrait se laisser convaincre que le feu va encore dévorer des kilomètres de pente alors qu'il ne va pas tarder à s'éteindre faute de combustible disponible sur l'autre

versant.

▪ **Que fait Rambo ?**

Pour en revenir à la Grèce, le marché avait parié sa chemise sur l'écrasante supériorité financière, psychologique et politique des créanciers regroupés sous la bannière de la Troïka.

John Rambo avec tout son arsenal d'armes lourdes biens huilées allait écraser en un week-end le poids plume grec, réputé se battre avec une épée de bois qu'il sait à peine manier puisque n'ayant commencé l'entraînement qu'il y a tout juste quatre mois.

Alexis Tsipras a réussi à attraper Rambo par la phalange du petit doigt Mais Alexis Tsipras a réussi à attraper Rambo par la phalange du petit doigt (oui je sais, l'image semble tirée de *Kung-Fu Panda* quand Pô terrasse le très redoutable tigre Taï Lung... mais c'est un peu l'idée en vérité) — et pour l'instant, c'est le gros costaud qui grimace de douleur et met un genou à terre.

Alexis Tsipras sait bien qu'il ne pourra pas tenir la prise longtemps, parce qu'au bout d'un moment, la douleur s'estompe et le prochain coup décoché par Rambo sera dévastateur.

La seule solution de survie consistait à s'enfuir par surprise et à sortir au plus vite du champ de tir. C'est ce qu'il a réussi à faire en appelant le peuple grec à répondre à un référendum.

Rambo ne va tout de même pas anéantir toute la population grecque pour pouvoir "ajuster" Alexis Tsipras puis l'aplatir comme un insecte contre les remparts du Parthénon !

Certains gérants et stratèges, ulcérés par la perfidie des Grecs qui fuient le combat au lieu de se laisser courageusement exploser la mâchoire, enragent et certifient que Tsipras et le peuple grec viennent de signer leur arrêt de mort.

▪ **Ambiance...**

J'ai lu sous la plume de Christopher Dembik — que j'apprécie au demeurant et que je salue avec un clin d'oeil taquin dépourvu de toute méchanceté — que les Grecs pourraient devoir recourir bientôt aux tickets de rationnement (après tout... 50 millions d'Américains sont bien soumis à ce régime depuis huit ans).

J'ai aussi entendu de la bouche de Jean-Claude Dassier — qui sévit à *Valeurs Actuelles* — que Tsipras était responsable de tous les maux actuels de la Grèce.

Une Grèce qui — je le cite — "venait juste de renouer avec la prospérité avant l'élection de ce gauchiste irresponsable, ce joueur de flute lâche, menteur et idiot [tout est authentique] ne vienne plonger le pays dans le chaos... mais son propre peuple finira par mettre sa tête au bout d'une pique".

Vous voyez un peu l'ambiance ?

Et bien, il y a des flopées de Jean-Claude Dassier — des Rambos de la pensée financière et politique — dans les rangs des créanciers, pour qui tout ce qui est de gauche constitue l'antichambre du Stalinisme ou de la désintégration économique façon Zimbabwe !

Imaginez tout ce qui a dû revenir aux oreilles de Yanis Varoufakis et Alexis Tsipras depuis l'entame des négociations en février dernier. Traités avec mépris par tant d'interlocuteurs aux poches bien pleines, traînés dans la boue par la presse populiste britannique et allemande, pris de très haut par Wolfgang Schäuble pour qui tout ce qui n'imité pas ou n'obéit pas à l'Allemagne est sur le chemin de la perdition et doit être "redressé" sans faiblesse.

M. Schäuble a-t-il oublié que son Allemagne, vaincue quand il avait 20 ans, a fait défaut en 1948 avant de voir sa dette résiduelle effacée aux deux tiers fin 1953 par ses créanciers européens... qui n'étaient même pas encore ses partenaires et n'avaient aucune obligation de solidarité.

Maintenant que nous sommes prétendument "une grande famille", unis par une même monnaie, voilà que le "raté de service", le tricheur, le noceur impénitent peut bien agoniser devant notre porte sans que cela ne nous émeuve, accablé de reproches et d'invectives, avec juste assez d'eau pour ne pas mourir avant demain matin.

Mais comment a-t-on pu ouvrir notre porte en 2001 à un tel "cas social dégénéré" ?

Ah oui, c'est vrai, c'était l'un des premiers acheteurs — à crédit bien sûr — d'armement allemand et français (chars, hélicoptères, navires de surveillance côtière, systèmes radars, obusiers, etc.).

▪ Attention aux risques par ailleurs

Je referme cette petite page d'histoire sympathique pour exprimer l'hypothèse — corroborée par des tweets de Dominique Strauss-Kahn, en charge du cas grec au FMI en 2010/2011 — que les créanciers de la Grèce n'ont peut-être pas eu un comportement exemplaire... et le tout-austérité s'est révélé un poison mortifère sur une économie déjà en dépression depuis 2005 (ce n'est pas moi qui l'affirme, ce sont les propos de DSK).

En d'autres termes, les marchés ont traité les dirigeants grecs avec beaucoup d'arrogance, convaincus que c'est le seul ton qu'il convient d'employer avec ce genre de "crevards désargentés" (ça, c'est du Jean-Claude Dassier... qui s'y entend davantage en football et en gestion de l'OM qu'en gestion d'une nation souveraine et en diplomatie).

La Grèce n'avait "pas d'autre alternative" (la célèbre formule de Thatcher) que de se coucher, de capituler en rase campagne le week-end dernier... D'ailleurs, avec un peu de chance, Tsipras aurait commencé les consultations en vue de se trouver un successeur une fois acceptées les conditions humiliantes du FMI et de l'Allemagne, ce qui allait forcément le condamner politiquement.

Oui, c'est bien ce scénario que les gérants et stratèges ont martelé tout au long de la semaine dernière, avec cette conclusion imparable : si les indices ont pris 4% lundi dernier, c'est bien qu'il n'y a aucun doute sur le maintien de la Grèce en Zone euro après le nécessaire — l'inévitable — suicide politique de Tsipras.

Une vision totalitaire largement partagée qui, comme beaucoup de consensus idiots — et limite malveillants — pourrait finir par coûter très cher. Cela d'autant que la guerre continue de faire rage au Proche-Orient (avec des renversements d'alliances assez stupéfiants aux frontières turques) et que l'éclatement de la bulle boursière la plus imbécile de la décennie s'accélère en Chine avec l'enfoncement lundi des 4 000 points à Shanghai.

Zone euro : France et Italie, des bombes à retardement plus menaçantes que la Grèce

Blog de la résistance 29 juin 2015



Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker devait, lundi dans la journée, lancer une « campagne de la vérité », pour « vendre » aux Grecs l'accord qui était proposé à Alexis Tsipras.
Geert Vanden Wijngaert / AP

Notez que Pour Juncker, « un non des Grecs au référendum serait un non à l'Europe » :

La semaine qui s'ouvre s'annonce explosive dans la zone euro. Impensable il y a quelques jours encore, le scénario d'une sortie grecque de l'union monétaire hante désormais tous les esprits. Depuis l'annonce, vendredi 26 juin, par le premier ministre grec, [Alexis Tsipras, d'un référendum](#) et l'Eurogroupe de samedi 27 juin, qui s'est soldé par la rupture des négociations entre Athènes et ses créanciers, la perspective d'un « Grexit » se rapproche à grands pas.

Lundi, à la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, dont la réaction était très attendue, a longuement pris la parole devant les journalistes. D'un ton inhabituellement grave, il a évoqué l'enjeu et l'urgence, appelant les Grecs à exprimer un vote proeuropéen lors du référendum.

« Il ne faut pas se suicider parce qu'on a peur de la mort », a lancé le président de la Commission, appelant le peuple grec à « voter oui, quelle que soit la question posée ». Un « oui » signifiant, dans son esprit, un refus de se distancier de la zone euro et de l'Union. Le contraire, « serait désastreux pour la suite des événements, a-t-il prédit. Un non des Grecs au référendum serait interprété comme un non à la zone euro, un non à l'Europe ».

Et que: Hollande appelle à ne pas céder à la panique face au Risque de Grexit :

Le président français a appelé l'Europe à ne pas paniquer en cas d'éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro.

La France n'a rien à craindre en cas de sortie de la Grèce de la zone euro, a

déclaré François Hollande lundi à l'issue d'un conseil des ministres restreint sur la Grèce qu'il avait réuni dans la matinée à l'Élysée.

« Il y a quatre ans, c'était la crise grecque et c'était la peur qu'il y ait un désordre considérable. (...).

L'économie française, elle, depuis quatre ans, n'est pas dans la même situation (...). Aujourd'hui, l'économie française est robuste, bien plus robuste qu'il y a quatre ans et elle n'a rien à craindre de ce qui pourrait se produire », a-t-il annoncé sur le perron de l'Élysée.

Zone euro : France et Italie, des bombes à retardement plus menaçantes que la Grèce

Le dossier grec et les « manœuvres » de la Banque centrale européenne cachent le vrai problème de la zone euro – l'avalanche de dettes qui pèse sur l'Europe à cause de l'Italie et de la France, écrit El Economista, cité par RIA Novosti lundi le 29 juin.

La focalisation de l'Europe sur les problèmes politiques et économiques de la Grèce serait une grave erreur, écrit le portail économique espagnol [El Economista](#).

La Grèce est un pays relativement petit avec une population de 10 millions d'habitants. Les pays comme l'Italie ou la France, avec une population totale de 126 millions d'habitants, représentent un danger beaucoup plus important pour la stabilité de la zone euro, affirme le quotidien espagnol.

Cette hypothèse a été pour la première fois exprimée par l'économiste australien et chroniqueur du journal FinancialTimes, Satyajit Das, dans l'un de ses articles. Il a noté que les deux pays se caractérisaient pas un chômage élevé, un nombre croissant de pauvres et une faible croissance économique, le tout conjugué à un grand volume de dettes accumulées. Le montant total de la dette de l'Italie, écrit El Economista, si l'on prend en compte les dettes des entreprises et de la population, en plus de la dette publique, s'élève à 259% du PIB, en France, ce chiffre atteint 280% du PIB. Le déficit budgétaire de l'Italie est de 3%, celui de la France — de 4,2%.

« Ce qui est encore plus significatif, c'est le fait que depuis 1974, la France n'a jamais réussi à atteindre ne serait-ce que la parité de ses revenus et ses dépenses », dit l'article.

En outre, alors que dans la plupart des pays de la zone euro, on observe une

baisse du taux de chômage, ces deux États affichent une augmentation constante de la proportion de chômeurs au sein de la population active. Selon les experts, cela démontre que les anciens emplois disparaissent en plus grand nombre que de nouveaux emplois apparaissent, car il est difficile d'en créer dans un contexte de croissance économique amorphe ou inexistante. En même temps, les problèmes — les salaires excessifs, le modèle de l'«État-providence», la part dominante du secteur public dans l'économie, basée sur les prêts externes — sont de nature structurelle et ne sont pas une conséquence de la crise commune de la zone euro. L'introduction de la monnaie unique n'a fait qu'aggraver la situation de l'Italie et de la France, qui sont peu susceptibles de surmonter la crise de l'endettement sans croissance du PIB par rapport au volume de la dette privée.

« Certes, la Grèce est à la une des éditions financières, à juste titre. Mais le fait est que la baisse des prix de l'énergie, conjuguée à la politique extrêmement expansive de la Banque centrale européenne et d'autres « manœuvres » monétaires cachent le problème principal, et pour l'instant non résolu, de l'union monétaire », écrit le portail économique.

« Sortie de la Grèce de l'euro : quels gains, quels risques ? »

Charles Sannat 30 juin 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

L'euro est-il responsable de tous nos malheurs ? Non. Est-il l'un des responsables de nos difficultés économiques ? Sans conteste oui. Pourquoi ? Parce que plaquer une monnaie homogène sur des économies hétérogènes était une absurdité dès le départ, une absurdité économique parfaitement connue et dénoncée avec constance par des observateurs remplis de simple bon sens dont je fais partie.

Faire l'euro, et donc la monnaie unique, n'est possible, lorsqu'il y a hétérogénéité économique, que si et seulement si cela s'accompagne d'une union de transfert. Il faut, pour faire simple, que les riches payent pour les pauvres. C'est ce qui se passe en France entre les régions, c'est ce qu'il se passe en Allemagne entre l'Est et l'Ouest ou en Italie entre le Nord et le Sud. Il fallait donc une union de transfert. Pour qu'il y ait une union de transfert, il

fallait une Europe fédérale, avec un trésor européen, un fisc européen, des impôts européens.

On peut évidemment être opposé à ce projet de grand « saut fédéral », et à titre personnel j'y suis profondément opposé car pour le moment, l'Europe montre des signes inquiétants d'autoritarisme et un non-respect systématique des démocraties nationales. Enfin, je pense qu'il ne peut pas y avoir de représentation et de démocratie européenne, l'Europe, entité désincarnée et ne correspondant à aucune réalité historique ou territoriale autre que fantasmée, ne peut que devenir un pouvoir oppressant.

Mais revenons à nos moutons. L'euro donc n'est pas viable en l'état : que l'on soit pour ou contre la monnaie unique, pour ou contre l'Europe fédérale, pour ou contre l'Europe tout court, n'est pas le problème, techniquement l'euro n'est pas viable. Cela fait 7 ans que l'on cache la misère sous le tapis et la poussière aussi. Le temps des comptes est désormais venu.

Alors quel serait le coût d'une sortie de l'euro par la Grèce ?

C'est une question à laquelle il est globalement impossible de répondre tant les variables économiques et politiques sont nombreuses.

L'avantage de l'euro c'est qu'il a permis à la Grèce de s'endetter... mais maintenant que la Grèce est en défaut, la question du recours aux marchés ne se pose même plus....

L'inconvénient de l'euro c'est qu'il a étouffé la compétitivité grecque... mais il a baissé le coût des importations et notamment de l'énergie.

L'avantage d'une sortie de l'euro c'est que la Grèce pourrait retrouver très rapidement, grâce à une dévaluation compétitive, de la croissance comme ce fut le cas après la crise de 2007 de l'Islande, un exemple assez remarquable et très peu cité.

L'inconvénient d'une telle dévaluation liée à l'introduction d'une nouvelle monnaie grecque dont personne ne voudrait serait évidemment une forte inflation importée. Tout ce qui serait importé coûterait très cher, qu'il s'agisse du pétrole, ou encore des médicaments par exemple.

Côté financier, les banques grecques pourraient ne pas supporter le choc d'une sortie de l'euro et d'un défaut de paiement grec, dans ce cas les CDS (crédit défaut swap) pourraient être activés. Il s'agit de paris sur le défaut

éventuel de la Grèce... Ce serait la boîte de Pandore et personne ne sait ce qu'il y a dedans.

Côté politique, quelle politique mènerait Tsipras, une austérité plus douce mais une grande rigueur budgétaire ou un immense laisser-aller ?

Quelle serait l'attitude de l'Europe ? Nous serions « coopératifs » avec la Grèce, ou lui mettrions-nous des bâtons dans les roues ?

Juridiquement, rien n'oblige la Grèce à sortir de l'euro, ni de l'Europe, mais l'Europe et ses partenaires ne mettraient-ils pas la Grèce dehors ? La Grèce aurait-elle des droits de douanes à payer ? Remettrions-nous des frontières ? L'Europe peut pourrir la vie de la Grèce à des fins de vengeance (ce qu'elle a démontré qu'elle était largement capable de faire vue les souffrances inutiles imposées au peuple grec). Si l'Europe entrave la croissance grecque, alors la reprise grecque sera entravée.

La reprise économique ne peut pas seulement se fonder sur le retour à une monnaie nationale, et cela est valable pour tous les pays qui seraient éventuellement concernés par une sortie de la monnaie unique. Comme je l'écrivais au début de cet article, tous nos maux ne sont pas liés à l'euro mais à un ensemble de facteurs économiques dont l'euro fait partie. Délocalisation, informatisation, robotisation, concurrence faussée entre les pays à bas coût et l'Occident de façon générale, globalisation, mondialisation, raréfaction des ressources, augmentation des prix de l'énergie qui n'est plus abondante et peu coûteuse, ou encore crise écologique et environnementale, déflation démographique ou vieillissement de la population, les causes de la crise sont multiples et n'agir que sur le facteur monétaire nous donnera certes un répit, mais un répit de bien courte durée comme le montrent les exemples britannique, suisse ou encore japonais et américain. Tous ces pays disposent de leur propre monnaie nationale. Tous ces pays souffrent économiquement et la reprise ou la croissance économique y sont loin d'être époustouflantes.

Alors combien va coûter à la Grèce la sortie de l'euro ?

Personne ne le sait, personne ne peut sérieusement affirmer quoi que ce soit.

La seule conviction que je souhaite partager avec vous c'est que notre situation économique est complexe et que quel que soit le chemin choisi, il sera difficile et douloureux. Il n'y a plus aucune solution facile pour changer

notre modèle économique.

En revanche, avec un projet et une vision politique, tout redeviendrait possible car la fin d'un monde ne signifie pas la fin du monde mais l'invention et la mise en place d'un nouveau monde, et les naissances, comme toutes les naissances, doivent être porteuses d'espérance et de joie !

L'avenir sera ce que nous en ferons.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

LA HONTE. S&P abaisse la note de la Grèce après l'annonce du référendum et s'assoit sur la démocratie !

Voilà la dernière dépêche AFP qui vient de me faire bondir ! Comme la Grèce veut faire voter son peuple (*qui peut dire oui jusqu'à preuve du contraire*), on dégrade la Grèce... je rêve. Cela veut dire que nous ne sommes plus en démocratie mais officiellement dans un système totalitaire marchand.

Aux armes citoyens, ne jouez plus le jeu du système. Optez pour la simplicité volontaire qui est le seul moyen pacifique de rejeter l'ensemble de ce système en ne dépensant plus, en n'étant plus dépendant, ou le moins possible, en mettant en place les moyens de votre autonomie aussi psychologique qu'économique.

Charles SANNAT

« Washington – L'agence d'évaluation financière Standard and Poor's (SP) a abaissé lundi d'un cran la note de la Grèce à CCC-, estimant que la décision d'Athènes de recourir à un référendum était un mauvais signal pour la stabilité économique du pays.

La décision de la Grèce d'organiser un référendum sur la proposition des créanciers est un signe supplémentaire que le gouvernement Tsipras privilégiera la politique intérieure au détriment de la stabilité économique et financière (et) du paiement de la dette détenue par les investisseurs privés, a estimé l'agence dans un communiqué.

Le gouvernement grec a annoncé samedi l'organisation d'un référendum le 5 juillet sur la poursuite du plan d'aide international, provoquant la rupture des négociations avec les créanciers du pays (FMI, Commission européenne, Banque centrale européenne).

S&P évalue à 50 % les risques de voir la Grèce quitter la zone euro et assure que sans évolution favorable de la situation, le pays fera inévitablement défaut sur sa dette détenue par le secteur privé dans les six mois.

Reléguée à CCC-, la note de la Grèce n'est formellement plus qu'à quelques crans du défaut de paiement général. »

[Source AFP via Romandie ici](#)

Pour Hollande, l'économie française est robuste et on n'a rien à craindre... Tous aux abris !!

Mais alors j'ai ri, j'ai ri, j'ai ri... mais alors qu'est-ce qu'on se marre, comme aurait dit Coluche...

D'abord Rebsamen, oui c'est ça, le ministre du Chômage (enfin de l'Emploi lol)...

« François Rebsamen : il y aura une « baisse effective » du chômage d'ici la fin de l'année 2015"... Hahahahahahahahaha (2 jours avant que la Grèce fasse faillite... il a le nez creux le gus) !

[Lire ici un article complet pour rigoler un bon coup](#)

Puis Manu... oui le Premier ministre... qui nous explique que tout va très bien Madame la Marquise...

Valls : « Un retrait de la Grèce n'affecterait pas l'économie française »
Houhouhouhouhou... Manu que tu es drôle... Avec plus de 68 milliards d'euros de dettes grecques détenues en direct par Bercy plus tout le reste planqué dans le placard, c'est sûr que cela n'affecterait pas l'économie française... Non, ça la défoncerait littéralement...

[Pour vous marrer de bon cœur et atteindre 10 minutes de fou rire continu, lire un article complet ici...](#)

Et enfin, pour achever ce premier festival d'été du rire, je vous invite à écouter Mamamouchi 1er lui-même qui vous explique que la France... même pas mal :

« Aujourd'hui, l'économie française est robuste, bien plus robuste qu'il y a quatre ans et elle n'a rien à craindre de ce qui pourrait se produire »...
Hihihihihihihihhi, je vous rappelle que c'est le même type qui, depuis 2012, voit de la reprise économique partout et une inversion de la courbe du

chômage.

Logiquement, lorsqu'il me dit que je n'ai rien à craindre, je cours aux abris...
Et vous ?

[Pour se marrer avec Normal 1er, c'est ici...](#) Spécial bonus pour atteindre vos 20 minutes de poilade quotidienne. N'oubliez pas de rire 20 minutes par jour... c'est super bon pour le moral, merci à nos « zhommes » politiques.

Charles SANNAT

Quels sont les pays européens les plus exposés en cas de faillite de la Grèce?

par Audrey Duperron · 29 juin 2015 [Express.be](#)

Entre 2004 et la fin de l'année 2014, la dette grecque est passée de 109% du PIB à 177% aujourd'hui.

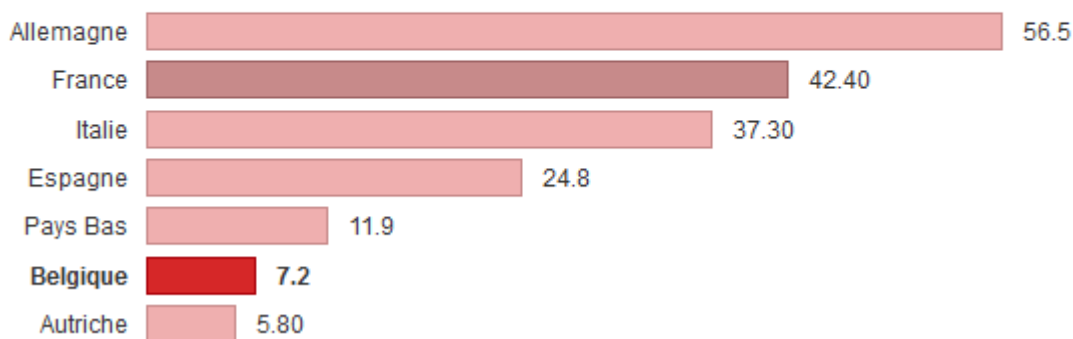
Fin octobre 2014, la dette grecque s'élevait à un total de 321 milliards d'euros.

Ces dettes dues par les Grecs à divers pays et institutions, y compris la Banque centrale européenne, l'Union européenne, le FMI, mais aussi le Mécanisme européen de stabilité (MES) et la Banque de Grèce.

Les pays qui sont les plus exposés à une faillite de la Grèce sont les suivants :

Quels sont les pays européens les plus exposés à un défaut de la Grèce?

(En milliards d'euros)



Dette souveraine: Hausse des rendements italien, espagnol et portugais avec la crise grecque

Les coûts de financement supportés par les pays du sud de la zone euro étaient en nette hausse lundi matin, les investisseurs redoutant qu'une éventuelle sortie de la Grèce de l'Union économique et monétaire n'ait un effet de contagion sur les autres pays dits "périphériques".

Vers 08h40 GMT, le rendement des obligations souveraines espagnoles à 10 ans augmentait de 13,4 points de base (pdb), à 2,250%, le rendement italien progressait de 13,6 pdb à 2,92% et le portugais de 21,6 (pdb) à 2,961%.

De son côté, le rendement du papier allemand de même échéance, référence du marché obligataire européen, reculait de 14 points de base, à 0,778%.

L'écart de rendement entre obligations souveraines espagnoles et allemandes est ainsi de plus de 150 points de base, au plus haut depuis près d'un an.

Les banques grecques resteront fermées pour une semaine à compter de ce lundi et les retraits aux distributeurs automatiques plafonnés à 60 euros par jour dans le cadre des mesures de contrôle des capitaux qu'Alexis Tsipras a ordonnées pour protéger le système bancaire grec d'une vague de retraits massifs susceptibles d'entraîner la faillite des établissements bancaires.

Ces mesures surviennent au terme d'un week-end de développements inattendus et spectaculaires, avec l'annonce d'un référendum en Grèce sur les propositions des créanciers qui a conduit à une rupture des négociations entre Athènes et ses partenaires avant que la Banque centrale européenne (BCE) décide dimanche de ne pas relever le plafond de ses liquidités d'urgence (ELA), vitales au fonctionnement des banques grecques.

Selon certains analystes, les réactions sur le marché obligataire pourraient s'amplifier au cours de la semaine avec notamment l'échéance du 30 juin, date à laquelle la Grèce pourrait se retrouver en défaut de paiement vis-à-vis du Fonds monétaire international (FMI)

Mercredi, la BCE va passer en revue la pertinence de fonds d'urgence accordés aux banques grecques et, dimanche, les électeurs grecs sont appelés se prononcer par référendum sur les conditions demandées par les créanciers d'Athènes en échange d'une nouvelle aide.

“Aux yeux des intervenants de marché, il y a une possibilité accrue que ces différents événements ne déclenche une forme de sortie (de la Grèce de la

zone euro)”, a déclaré Michael Michaelides, analyste chez RBS.

“Les investisseurs voient le vote de dimanche comme un référendum de fait sur l’appartenance à la zone euro.”

Certains pensent que, en cas d’un défaut effectif de la Grèce, la BCE pourrait augmenter son programme de rachats d’actifs pour apaiser les acteurs de marché.

Source: [boursorama](#)

Grèce, l’histoire sera sévère.

Bruno Bertez 29 juin 2015

Il y a quelques semaines Giscard d’Estaing avait lancé l’idée de favoriser une sortie amicale, généreuse de la Grèce. C’était la voix du bon sens, de la raison et bien sur elle n’a pas été écoutée ; à peine reprise ou commentée. Cette proposition comportait donc quatre choses:

- .
 - la reconnaissance de l’impasse que constitue la situation grecque
 - l’aveu que la sortie est la seule solution puisque la dévaluation interne a échoué
 - l’admission implicite par les partenaires européens qu’ils portaient une part de responsabilité
 - une volonté d’aider et de réparer

.
Les grecs ont beaucoup souffert. Une partie de leurs souffrances vient des bourgeois socio- démocrates qui les ont ruinés depuis 2010 et avant, , une partie vient de l’Europe et du FMI, une partie d’eux même en tant que peuple. Tout ce que l’on a retenu, c’est leur responsabilité de peuple, ce qui se manifeste par le souci maintenant avoué de les punir, de les faire souffrir et de leur imposer le pire.

.
Schauble est un monstre, c’est un homme aigri, l’éternel second l’éternel amer qui ne comprend rien à l’économie et pense comme un juriste qu’il est, là ou il faut penser à la production maximale des richesses, au bien commun et à l’éthique. Un swap de dettes de la Grèce avec baisse du taux d’intérêt et une franchise de 3 à 5 ans aurait permis de tout éviter.

L'Europe aurait, pour une fois été à la hauteur. C'est la deuxième fois que les Allemands « plantent » l'Europe, le pire c'est que personne n'ose le dire . La première fois c'est quand Merkel a imposé la PSI , la participation du secteur privé aux pertes, ce fut l'erreur, la bétise du siècle, la boîte de Pandore qu'il ne fallait pas ouvrir. Elle l'a fait pour de strictes raisons de politique intérieure, et personne n'a osé la critiquer, c'est la grande faute de Sarkozy. Jamais il ne fallait faire cette PSI et toucher au caractère sacré des dettes souveraines, cela a déclenché le « run » sur les dettes des périphériques et toute la dislocation qui a suivi. Honte à elle, honte à Sarkozy.

Tsipras et Varoufakis portent une part de responsabilité par leur erreur fatale , erreur que nous avons relevé dès le premier jour. Ils n'ont pas mis en place un contrôle des mouvements de capitaux et des retraits bancaires : ils se sont fait saigner, tout en se croyant malins.

Leur calcul a été de se dire qu'ils jouaient un bon tour à la BCE et aux Allemands, lesquels finançaient l'ELA. Ils se sont comportés comme des voyous, complices de ceux qui vidaient les comptes tout en sachant qu'il n'y avait pas d'argent et que c'était la BCE qui printait ; ils ont laissé se vider les comptes bancaires, et laissé gonfler Target 2. Tsipras et Varoufakis ont privilégié les retraités sur les jeunes et sur les entreprises, tout au long de la crise, et c'est une erreur coupable.

Au lieu d'une aide, d'une entraide, ce que nous avons, c'est une guerre, vicieuse, une vengeance. L'histoire sera sévère avec tous ces gens:

[Le pétrole baisse, rattrapé par la Grèce](#)

LaPresse.ca et AFP Publié le 29 juin 2015

Les cours du pétrole ont baissé lundi à New York, pâtissant comme d'autres marchés de l'aggravation de la crise grecque, tandis que les investisseurs restaient inquiets du niveau élevé de l'offre, notamment au Moyen-Orient.

Le cours du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en août a reculé de 1,30 dollar à 58,33 dollars sur le New York Mercantile Exchange

(NYMEX).

«Je crois que c'est en premier lieu la Grèce», qui pèse sur les cours de l'or noir, a estimé Kyle Cooper, de IAF Advisors, notant que la Bourse américaine semblait également souffrir des incertitudes autour d'Athènes.

La situation s'est brusquement dégradée ce week-end entre Athènes et ses créanciers, et le premier ministre, Alexis Tsipras, a provoqué la stupeur en annonçant un référendum sur les exigences de ses créanciers, prévu le 5 juillet après cinq mois de négociations avec l'UE, la BCE et le FMI, appelant à les rejeter en votant «non».

Même si les espoirs d'un accord de dernière minute n'ont pas disparu, le plan d'aide au pays va donc s'achever mardi 30 juin et la Grèce ne devrait pas être en mesure de rembourser une échéance de 1,5 milliard d'euros au FMI le même jour, augmentant la perspective du défaut de paiement et peut-être d'une sortie de la zone euro.

«Toute cette situation, la perspective d'un défaut, cela provoque des incertitudes» qui nuisent au pétrole, plutôt considéré comme un actif à risque, a expliqué M. Cooper.

De plus, certains observateurs estiment que la situation tend à renforcer le dollar, ce qui pèse en retour sur les échanges pétroliers, libellés en monnaie américaine et donc plus coûteux.

Néanmoins, «l'euro et le dollar n'ont pas beaucoup bougé aujourd'hui, malgré le choc du week-end», la monnaie unique se redressant même vers 17h GMT (13h heure du Québec), a nuancé Tim Evans, de Citi.

«La Grèce n'est ni le seul facteur de risque pour le marché pétrolier, ni même le plus important», a-t-il insisté. «La surabondance persistante est aussi un problème, ce que souligne (...) une nouvelle hausse de la production irakienne, en juin.»

En ce sens, le marché est particulièrement attentif à l'évolution des négociations sur le nucléaire iranien entre Téhéran et les grandes puissances, à Vienne, à la veille de l'expiration théorique de la date limite pour un accord.

«Même si le délai devra probablement être prolongé au delà du 30 juin, on dirait que l'on fait des progrès», a rapporté Matt Smith, de ClipperData.

«Tout accord pénaliserait les prix du pétrole et des produits dérivés» car il

conduirait à «un retour progressif des barils iraniens sur le marché», a rappelé M. Smith.

[« Ils ne pourront pas imprimer indéfiniment » – Ron Paul](#)



[Mark O'Byrne](#)
[Goldcore](#)

Publié le 30 juin 2015

L'ancien membre du Congrès des Etats-Unis critique le rôle de la Fed sur les marchés – Une analyse maussade des marchés et de l'économie modernes – Des décisions d'investissement dénuées de bases fondamentales économiques – Comme la Grèce, les Etats-Unis seront forcés de liquider leur dette – Les tentatives de déterminer quand ils le feront sont futiles – « Ils ne pourront pas imprimer indéfiniment » - L'or et l'argent profiteront de la dévaluation des devises



Ron Paul, ancien représentant du Texas au Congrès, a mis à nu l'absurdité des politiques centralisées au regard des marchés dans un récent entretien avec Amanda Dias, sur CNBC. Selon lui, l'heure de vérité approche, parce qu' « ils ne pourront pas imprimer indéfiniment ».

Dr. Paul a critiqué le rôle de la Réserve fédérale sur des marchés, et ses annonces superficielles qui font aller et venir les hordes de spéculateurs : « Je reste sans voix devant l'impact que les rapports de la Réserve fédérale peuvent avoir sur les marchés : un mot – ce qu'ils disent, ce qu'ils ne disent pas, et qui les interprète ».

Selon lui, la manipulation des marchés par la Fed a des conséquences négatives sur l'économie. Les spéculateurs recherchent les dynamiques générées par la Fed plus qu'ils ne prennent des décisions d'investissement en fonction des analyses de ce qui se passe dans le monde réel. L'épargne, autrefois pilier du capitalisme américain, a été remplacée par le crédit facile, « le mal-investissement et une pyramide de dette ». « Le capital des gens ne dépend plus de l'épargne – mais de la Fed ! »

Il explique que les élites financières auront un jour à admettre que la dette de la Grèce est impayable et doit être liquidée. La même chose devrait se produire aux Etats-Unis, où « nous devrions voir annulés la dette et le mal-investissement accumulés au cours de bien trop d'années ».

L'interviewer – après avoir abandonné tout prétexte d'indépendance des marchés – explique que « la Fed maintient ce marché depuis déjà un certain temps » avant de demander au Dr. Paul de déterminer quand la crise devrait se présenter.

Selon Paul, une crise pourrait se développer à n'importe quel moment – demain comme dans deux ans. « Tout ne dépend que de notre consentement avec le système en place. Un certain nombre de personnes continuent d'en tirer de l'argent bien qu'elles savent que la situation ne durera pas, et se disent 'puisque tout le monde pense que les choses dureront, nous ferions mieux de continuer d'acheter actions et obligations' ».

Il est donc impossible de déterminer quand la crise pourrait se présenter.

« Je ne pense pas qu'il existe un moyen de savoir quand la crise se développera, mais après trente-cinq années de marché haussier sur les actions, croyez-moi, nous ne pourrons pas faire marche-arrière. Ils ne pourront pas imprimer et tromper les marchés indéfiniment. Les marchés finiront par prendre le dessus. Tout n'est question que de savoir quand, et je suis moi-même pétrifié à l'idée de savoir que l'heure de vérité approche. »

Si les devises continuent d'être dévaluées, l'or et l'argent physique – qui ne peuvent être imprimés et dévalués par les banques centrales – ne feront pas que survivre. Ils prospéreront.

Ce n'est pas une question de dette, mais de pouvoir



Jesse
Le Café Américain

Publié le 30 juin 2015

« Notre nation devient remarquablement apte à mettre ses citoyens les moins affluents la tête à l'envers et à les secouer jusqu'à ce que leur dernier sou soit tombé de leur poche. Et puis elle les encourage à s'endetter, pour pouvoir les secouer davantage. »

Malcom McMichael



Comme nous avons pu le voir aujourd'hui, les réjouissances qui ont fait suite à la « capitulation » de la Grèce ont été quelque peu prématurées, sinon fabriquées pour ce qui concerne les marchés financiers.

Les amateurs se sont peut-être perdus dans leurs propres théories et prédictions, mais les professionnels et les médias en savaient certainement plus long.

La Grèce a offert ce qu'elle a elle-même surnommé des « réductions budgétaires drastiques », et franchi quelques lignes rouges mythiques. Et je pense qu'elle était prête à payer gros. Qu'elle finisse vraiment par le faire est une toute autre question.

Ce que les gens ont tendance à oublier est que l'Union européenne ne concerne plus l'argent. Elle n'est plus qu'une question de pouvoir, et d'accumulation de pouvoir par les autorités centrales. Si elle était une

question monétaire, une question de refinancement de banques européennes, elle aurait déjà été dissoute.

On a fait de la Grèce un exemple, au bénéfice de tous les autres. Le recours à la propagande et au terrorisme financier, le déchaînement des émotions des Européens à l'encontre des Grecs, rappellent le prélude des crimes qui ont hanté le XXe siècle.

J'espère que les non-Européens manqueront de s'en trouver confortés, parce que ce genre d'arguments et d'oppressions sont utilisés partout, chaque jour. « Nous ne pouvons nous permettre de payer un salaire à ces gens. Nous ne pouvons pas offrir une assistance médicale à tout le monde. Notre système légal ne peut pas traiter tout le monde de la même manière, et offrir à tous une protection identique face à la loi. Nous ne pouvons pas traiter les handicapés physiques et mentaux humainement, alors pourquoi ne les jetons-nous pas dans les rues et ne les laissons-nous pas s'en sortir par eux-mêmes ? C'est trop complexe, trop cher. Laissons les marchés s'en charger. Notre nouveau Dieu sera le juge ».

La crise grecque a autant à voir avec la monnaie que la demande de l'Allemagne d'annexer la Tchécoslovaquie avait à voir avec la protection des Allemands natifs, ou que l'invasion de l'Irak avait à voir avec des armes de destruction massive. Ce sont des actes qui ne visent qu'à l'accumulation de pouvoir.

La manipulation dont nous avons pu être témoins cette semaine sur les marchés de l'or et de l'argent ne visent qu'à vider les poches de ceux qui ont été assez fous pour acheter des options d'achat sur le Comex. Au vu du nombre d'appels enregistrés entre 1180 et 1220, les choses se sont sans doute passées comme prévu.

Qui donne encore de l'argent au Comex ? N'y a-t-il pas d'autre casino dans lequel jouer ? Le Pape a échauffé les débats en qualifiant d'hypocrites les Chrétiens qui investissent sur la fabrication d'armements et la vente d'armes dans le cadre de guerres d'agression. La répression et la fraude sont les conséquences de notre amour plus grand pour l'argent que pour nos voisins. Les corporatistes et ceux qui les soutiennent ne veulent pas entendre parler de ça. Les marchés sont leurs nouveaux dieux. Rien n'est jamais question de monnaie, mais de pouvoir et de la fierté qu'il fait naître.

Ceux qui participent volontairement à cette fraude sont aussi des hypocrites, même s'ils ne disent que profiter de la partie.

Ils n'ont pas agressé ce touriste ou cet étranger innocent. Ils n'ont fait que lui vider les poches après les faits. Ils n'ont rien fait de plus que parier sur les blessures de la victime. Un bras cassé ? Une commotion ? Mais ils n'ont rien fait pour l'aider. Comme l'a dit Czeslaw Milosz, « Le vrai opium du peuple est la croyance qu'il y ait le néant après la mort. Le grand réconfort de la pensée à l'effet que nos trahisons, notre cupidité, notre lâcheté, nos meurtres, ne seront pas jugés ».

Pour beaucoup, la situation se terminera mal. Notamment pour ceux qui pensent gagner.

Les temps changent. Mais pas assez vite.

L'été monétaire meurtrier : Dix leçons d'un week-end catastrophique

Posté le 29 juin 2015 par Bcolmant

Les premiers jours de l'été 2015 auront représenté l'automne d'une certaine union monétaire, fondée en 1999 et traversée, depuis six ans, par des chocs systémiques importants. Nul ne sait quel sera l'avenir de la Grèce dans cet agencement monétaire, mais la zone euro a perdu sa virginité, c'est-à-dire le postulat de son intangibilité. La monnaie est désormais à risque. Or, la monnaie est l'adhésion étatique la plus aboutie, puisque fondée sur la confiance collective.

Quelles leçons peut-on tirer des dernières heures ?

1. L'euro est une monnaie politique qui n'a jamais correspondu à une zone monétaire optimale. L'éloignement géographique de ses Etats constituants empêche une homogénéité et un rééquilibrage des différentes économies. Nous avons cru, un peu naïvement, que la monnaie commune recouvrerait mécaniquement des siècles de différences entre les peuples.
2. La zone euro ne s'est pas dotée d'institutions politiques, budgétaires et fiscales solides, et encore moins de mécanismes de résolutions de crises majeures. La monnaie est devenue commune mais les finances

publiques sont fédérales. Sachant que la monnaie garantit les dettes publiques et inversement, il eut fallu mettre en œuvre une mutualisation des dettes publiques et un marché des capitaux homogène.

3. Par son référendum, la Grèce reconnaît que le choix monétaire relève des attributs populaires et non d'une représentation participative. La Grèce souligne l'antagonisme entre un choix démocratique domestique et une tutelle monétaire supranationale. Ces deux formulations sont légales, mais leur opposition est légitime.
4. La BCE a perdu deux ans avant de reconnaître le contexte déflationniste qui l'a finalement conduit à devoir procéder à une gigantesque création monétaire. Ce déni de déflation a retardé le redémarrage économique de la zone euro.
5. Par contre, la BCE s'est imposée comme le véritable pilote du système monétaire puisque son assistance aux banques grecques permettra probablement l'évitement d'une implosion du système financier local.
6. Les plans de rigueur et d'austérité, mis en œuvre par la Commission Européenne et traduits dans le Pacte de Stabilité et de Croissance, ont probablement été contre-productifs et ont conduit à accentuer la chute des économies les plus faibles de la zone euro.
7. La dette grecque, comme d'autres dettes publiques, est incompatible avec la richesse nationale et l'épargne domestique. Il eut donc fallu procéder à son rééchelonnement perpétuel plus tôt, sachant que cette dette est, dans les faits, incompatible avec ses échéances de remboursement.
8. Les négociations avec la Grèce ont conduit à amalgamer des mesures monétaires, bancaires et un programme d'austérité. Il eut été préférable de découpler les mesures budgétaires d'un problème structurel d'endettement.
9. Malgré son orientation de gauche, le gouvernement grec n'a pas procédé aux amorces de réformes indispensables dans le domaine fiscal. Il a préféré fonder sa légitimité sur une opposition avec l'Europe.
10. Finalement, la dernière leçon porte sur l'adéquation entre une symbolique monétaire et l'économie réelle, sur le respect des différences entre les cycles économiques et les typologies des États de la zone euro, sur l'opportunité de se limiter à une politique monétaire homogène, fondée sur un seul objectif d'inflation à 2 %, sans tenir

compte des variations propres à chaque pays et de leur niveau d'activité, sur la nécessité de déployer des projets d'envergure européenne suivant une logique keynésienne.

La question porte sur la nécessité de dépasser une gouvernance européenne reflétant la juxtaposition d'Etats-nations hérités du 19^{ème} siècle.

L'euro doit rester un projet d'expansion et de croissance, pas une logique de refoulement de ses membres les plus faibles.

Quand deux expressions de l'Etat s'entrechoquent

Posté le 30 juin 2015 par Bcolmant

Ce qui se passe en Grèce suscite de nombreuses réflexions. Je ne parle pas des expressions diplomatiques et autres figures de styles qui ressortissent à l'accessoire de l'histoire. Je veux plutôt parler de l'antagonisme entre deux expressions démocratiques, ou plutôt entre deux adhésions collectives de nature étatico-sociale : l'Etat et la monnaie.

La démocratie, le pouvoir du peuple, conduit à donner à l'Etat les clés de sa configuration.

Mais la monnaie, qui est aussi une expression de l'Etat dans un symbole supérieur, représente aussi une adhésion collective.

La Grèce est donc confrontée à un dilemme qu'on pourrait qualifier de cornélien au travers de ce référendum. Ce dernier porte à la fois sur l'expression démocratique populaire et sur la monnaie, sachant qu'il y a un antagonisme entre la représentation politique grecque actuelle et les conditions qui sont attachées à l'expression monétaire. En votant oui à l'euro, les grecs votent contre leur gouvernement et inversement. Cette situation inédite est liée au fait que la monnaie est désormais supranationale.

Grèce: Fitch place 4 banques en "défaut partiel" suite au contrôle des capitaux

L'expansion et Par AFP, publié le 29/06/2015 à 23:46

New York - L'agence de notation financière Fitch Ratings a placé lundi en "défaut partiel" quatre grandes banques grecques suite à l'instauration d'un contrôle des capitaux dans le pays pour enrayer une fuite massive des

capitaux et une panique bancaire.

"La dégradation de NBG (National Bank of Greece), Piraeus, Eurobank et Alpha reflète l'opinion de Fitch que ces banques ont échoué et auraient fait défaut si les contrôles de capitaux n'avaient pas été mis en place, au vu de la haute cadence des retraits des dépôts et de la décision de la BCE du 28 juin de ne pas relever le plafond des liquidités d'urgence (ELA) de la banque de Grèce", assure l'agence dans un communiqué.

Fitch ajoute que sa décision est fondée sur le fait que les restrictions sur les dépôts ont un impact "*matériel*" sur une partie des obligations mûres de ces banques.

Un "*défaut partiel*" ou "*restricted default*" indique qu'un emprunteur est en situation de défaut sur une de ses obligations, sans pour autant se trouver dans une procédure de liquidation ou de faillite.

Jusqu'à présent les notes de solvabilité financière à long terme de ces quatre banques étaient à "CCC", suggérant que la possibilité qu'elles manquent une échéance n'était pas à exclure.

La décision de l'agence de notation est un coup dur pour des fonds d'investissement nord-américains qui ont pris des participations dans ces établissements en 2014.

Parmi eux, on compte le fonds du milliardaire John Paulson, Paulson & Co, BlackRock, Capital Group, Fidelity Management & Research ou encore Fairfax Holdings.

L'animal humain qui veut la mort des autres espèces

Biosphère 28 juin 2015

La biodiversité s'érode sous la pression des hommes sur les habitats ou par introduction d'espèces invasives. Au moins 130 000 espèces animales auraient déjà disparu. Depuis le XVIIIe siècle, environ 7 % de l'ensemble des espèces animales terrestres, plus de cent fois le rythme « naturel » des extinctions d'espèces. C'est suffisant pour parler d'une « sixième extinction ». S'en tenir à la Liste rouge de l'UICN conduit à sous-estimer considérablement le rythme d'extinction des espèces*. Dès fois je doute de l'utilité de l'existence de notre espèce sur cette planète... Il est vrai que les

humains préfèrent s'intéresser à la « pub sans retouche pour montrer que la cellulite n'empêche pas d'être sexy sur la plage » ou à « Courtney Love prise à parti par les taxis grévistes ». Par contre sur ce blog nous parlons de 6ème extinction depuis 2005 :

http://biosphere.blog.lemonde.fr/2005/02/02/2005_02_la_biodiversit_/

... Selon l'Union mondiale pour la nature, 12 à 52 % des espèces actuelles seraient menacées. Le manque de précision provient des lacunes de l'inventaire des espèces, mais on peut déjà penser à une sixième extinction (la dernière a vu la disparition des dinosaures il y a 85 millions d'années) et cette fois l'activité humaine en est presque le seul et unique responsable...

<http://biosphere.blog.lemonde.fr/2010/05/26/la-sixieme-extinction/>

... Comment combattre la perte de biodiversité, 6ème extinction des espèces, quand on ne connaît pas la signification du mot biodiversité ? Selon un sondage récent, 79 % des Français déclarent avoir « entendu parler » de biodiversité, mais seuls 23 % en connaissent la signification (LeMonde du 25 mai 2010). En cette année mondiale de la biodiversité, y'a un manque ! ...

<http://biosphere.blog.lemonde.fr/2011/11/14/anthropocene-anthropocentrisme-anthropisation%E2%80%A6-extinction-des-especes/>

... Plus d'un oiseau sur huit, plus d'un mammifère sur cinq, plus d'une espèce de conifère sur quatre, un amphibien sur trois sont menacés d'extinction... dans l'indifférence générale. Pourquoi ? La Liste rouge de l'UICN* ne donne lieu qu'à 2/3 de page sur LE MONDE**. Pourtant dans le même numéro, le contre-budget de la gauche prend une page entière et une vague affaire de 1997 presque une page. LE MONDE est orienté surtout vers l'événementiel des petites affaires humaines, pas sur les débats de fond. Ainsi va la vie, humain, trop humain ! Il n'y a que le nombril de l'Homme qui intéresse...

* LE MONDE du 27 juin 2015, 130 000 espèces animales auraient déjà disparu

Selon une nouvelle étude, au moins 130 000 espèces animales auraient déjà disparu

LE MONDE | 26.06.2015 | Par [Stéphane Foucart](#)



Plus de cent fois le rythme « naturel » des extinctions d'espèces : le 19 juin, des chercheurs américains publiaient dans [*Science Advances*](#) une estimation de la vitesse à laquelle la biodiversité s'érode sous la pression des hommes. Suffisant pour parler d'une « sixième extinction », ce taux n'est pourtant – comme l'écrivaient les auteurs – que l'évaluation la plus optimiste possible.

Lire aussi : [La sixième extinction animale de masse est en cours](#)

Elle est en effet fondée sur le registre de l'[Union internationale pour la conservation de la nature](#) (UICN) qui a publié, mardi 23 juin, la mise à jour de sa Liste rouge des espèces menacées. Or, cette liste ne procède que de la surveillance d'espèces connues de vertébrés (mammifères, oiseaux, etc.). La vitesse d'érosion de la biodiversité est en réalité aujourd'hui, selon les estimations les plus couramment acceptées, au moins 10 fois supérieure à la fourchette basse publiée dans *Science Advances*.

Les mêmes questions se posent sur la quantité d'espèces déjà disparues sous l'action de l'humanité. En témoigne une étude franco-américaine publiée dans la dernière édition de la revue [Proceedings of the National Academy of Sciences](#) (*PNAS*), qui propose une nouvelle évaluation du chemin parcouru jusqu'ici. Selon la biologiste Claire Régner (Muséum national d'histoire naturelle, université Pierre-et-Marie-Curie, CNRS) et ses coauteurs, ce sont environ 7 % de l'ensemble des espèces animales terrestres qui pourraient, depuis le XVIIIe siècle, avoir déjà tiré leur révérence. Dans la plus grande discrétion pour l'écrasante majorité.

Lire aussi : [Des raisons et des conséquences de l'hécatombe des oiseaux en Europe](#)

Sous-estimation considérable

Un chiffre colossal qui tranche avec les registres de l'UICN. « *Les espèces de*

vertébrés considérées comme disparues par l'UICN représentent environ 1,3 % des 15 000 espèces connues de mammifères et d'oiseaux, explique Mme Régnier. Mais cela ne compte pour presque rien si l'on considère l'ensemble de 1,9 million d'espèces connues. » Cette sous-estimation considérable tient notamment à une grande inconnue : le nombre d'espèces éteintes parmi des groupes pas ou peu suivis, comme les invertébrés.

Pour éclairer ce point aveugle, les chercheurs ont choisi de manière aléatoire 200 espèces d'escargots répartis sur l'ensemble du globe. Une masse considérable d'informations – puisées dans la littérature scientifique ou les collections des grands muséums d'histoire naturelle – a d'abord été épluchée pour reconstruire l'histoire de chacune de ces 200 espèces : dates et lieux des collectes ou des observations de spécimens, etc.

A partir de ces données, un modèle mathématique a calculé l'intensité de l'effort de recherche selon les zones et, en fonction de la fréquence d'apparition de chaque espèce, a estimé sa probabilité d'être éteinte. *« Par exemple, si les données montrent qu'il y a eu beaucoup d'observations d'espèces dans une région depuis 1950, mais que, depuis cette date, on n'y a plus vu une espèce spécifique, on pense que celle-ci a de fortes chances d'être éteinte », illustre Claire Régnier.*

Résultat : le modèle estime qu'environ 10 % des 200 espèces d'escargots étudiées sont éteintes. Les auteurs ont confronté ces résultats à des opinions d'experts, en sollicitant un réseau d'observateurs, naturalistes amateurs ou professionnels, spécialistes des espèces choisies ou de leur habitat. La compilation de ces avis donne un résultat semblable à celui régurgité par le modèle mathématique.

Destruction de l'habitat

En transposant ce résultat à l'ensemble des animaux terrestres – mais en excluant la faune aquatique et la flore –, les chercheurs concluent que ce pourrait être 130 000 espèces qui auraient au total disparu, et non les seules 800 espèces dûment cataloguées sur des critères très stricts par l'UICN. Soit déjà quelque 7 % du 1,9 million d'espèces connues disparues au cours des dernières décennies, principalement en raison de la destruction de leur habitat ou de l'introduction, par l'humain, d'espèces invasives.

« Nous sommes pleinement d'accord avec la conclusion principale de ce

travail, c'est-à-dire que s'en tenir à la Liste rouge conduit à sous-estimer considérablement le rythme d'extinction des espèces », dit Craig Hilton-Taylor, responsable de l'établissement de la Liste rouge à l'UICN, qui conteste cependant certains points de l'analyse. En particulier, « un échantillon de 200 espèces est trop faible pour en tirer des conclusions générales », dit-il. En outre, précise-t-il, « l'UICN fournit un gros effort pour étendre, d'ici à 2020, les espèces suivies à de nombreux groupes d'invertébrés ».

Pour Claire Régnier, le chiffre de 7 % doit être confirmé par des travaux complémentaires, sur d'autres groupes d'espèces. Mais son ordre de grandeur semble cohérent avec les travaux récents sur la rapidité de l'érosion en cours.

Un krach boursier secoue la Chine

Par [Anne Bodescot](#) | Publié le 26/06/2015 [LeFigaro](#)

Les Bourses chinoises ont perdu 20 % en deux semaines et plus de 7 % hier. Quelque 2000 valeurs en chute de près de 10 %, des indices qui s'effondrent de 7,4 % et 7,8 % en une séance... Les Bourses [de Shanghai](#) et Shenzhen ont vécu vendredi une folle journée, la pire depuis 2008. Inquiets depuis quinze jours déjà, échaudés par une première correction mi-juin, les investisseurs, pour l'essentiel des particuliers, ont cédé à la panique. En deux semaines, [les places chinoises ont déjà plongé de près de 20 %](#).

Dans un marché à bout de souffle après une hausse vertigineuse (+ 100 % en un an), et victimes d'une spéculation à tous crins, les investisseurs espéraient voir un soutien du gouvernement via une baisse des réserves obligatoires des banques destinée à doper le crédit. Un espoir déçu la semaine dernière, quelques jours avant l'annonce d'un important programme d'introductions en Bourse (au moins 28 nouvelles sociétés entreront sur le marché en juillet), après ceux déjà conséquents du mois de juin. «Or ces introductions, très recherchées en Chine, assèchent la liquidité, car les investisseurs doivent bloquer des sommes importantes auprès du régulateur pour avoir une chance d'obtenir des titres,» explique Haiyan Li-Labbé, chez Carmignac. Cela a donc suffi à mettre le feu aux poudres.

L'État aux aguets

Désertant l'immobilier, dont les prix chutent depuis quinze mois, et les

placements financiers (pénalisés par la baisse des taux d'intérêt), de nombreux ménages chinois ont décidé de placer leurs économies en Bourse, encouragés par les autorités, qui souhaitent des marchés financiers solides pour faire avancer leurs réformes. Mais pour démultiplier leurs gains, et profiter d'une envolée boursière stupéfiante après une longue période de vaches maigres, ils ont doublé ou triplé leurs mises en empruntant auprès des brokers ou dans les circuits de financement occultes.

«Environ 5 % de la capitalisation boursière en Chine est financée ainsi à crédit», estime Haiyan Li-Labbé. Or, en cas de forte baisse, les brokers obligent leurs clients à vendre vite, à tout prix, pour limiter les pertes, quitte à alimenter un mouvement de panique et à accélérer le plongeon du marché. Celui-ci reprendra-t-il de plus belle lundi?

«Le gouvernement ne veut pas d'un krach boursier. Si besoin, il fera ce qu'il faudra pour soutenir le marché», estime Karine Hirn, associé chez East Capital à Hongkong. Mais éviter l'éclatement d'une bulle n'est pas toujours facile. En Chine, certaines petites valeurs, notamment technologiques, se paient 70 à plus de 100 fois leurs bénéfices.